

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 22 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 avril 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DECATHLON SA – OXYLANE Group**

16 rue du Périgord  
68270 Wittenheim

Références : 0006704980\_2024-04-16\_DECATHLON\_VIIC\_2.3.3\_entrepôts  
Code AIOT : 0006704980

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 avril 2024 dans l'établissement DECATHLON SA – OXYLANE Group, implanté 16 rue du Périgord - 68270 Wittenheim. L'inspection a été annoncée le 25 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette action fait suite à une action similaire menée en 2023 et visant la sécurité incendie dans les entrepôts.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECATHLON SA – OXYLANE Group
- 16 rue du Périgord - 68270 Wittenheim
- Code AIOT : 0006704980
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECATHLON SA – OXYLANE Group exploite sur le territoire de la commune de Wittenheim (16 rue du Périgord), un entrepôt logistique composé de 5 cellules de stockage. Au titre des ICPE, la société DECATHLON SA – OXYLANE Group est autorisée à exploiter à cette adresse, un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 et par arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires des 18 novembre 2011 et 12 janvier 2015.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

n°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II point 1.4.I.	Mise en demeure respect de prescription	3 mois

n°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	État des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II point 1.4.I.	Mise en demeure respect de prescription	3 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II - point 23	Mise en demeure respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 annexe II - point 1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence les non-conformités aux prescriptions contrôlées suivantes:

#### point de contrôle n° 1 :

- l'absence dans l'état des matières stockées, des volumes stockés, discriminés par cellule ;
- l'absence des familles de mention de dangers relatifs aux produits et matières stockés dangereux, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ;
- l'absence d'un plan des zones de stockage, accessible dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées :

#### point de contrôle n° 2 :

- l'absence d'un état des matières stockées synthétique ;

#### point de contrôle n° 3 :

- l'incomplétude du Plan de Défense Incendie de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – point 1.4.I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>[...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection, deux "états des matières stockées", un visant les matières non-dangereuses et un autre, relatif aux matières dangereuses.</p> <p>Ces documents, hébergés sur un espace de stockage virtuel partagé, , donc externalisés, sont accessibles par tout temps, y compris en cas de perte d'utilité. De plus, l'Inspection a constaté que des copies de ces états des matières stockées sont mis en sécurité dans un coffre fort ignifugé, situé dans un bureau attenant à l'accueil de l'entrepôt.</p> <p>Aux dires de l'exploitant, les états des matières stockées en ligne, sont automatiquement mis à jour par le logiciel de suivi des stocks « AS 400 ».</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a donné accès à ces documents à l'Inspection. Les « États des matières stockées » ont ainsi pu être consultés les 22 et 23 avril. Par comparaison des quantités stockées à ces dates, il a constaté que les 2 « État des matières stockées » sont mis à jour quotidiennement.</p> <p><b>ÉTAT DES MATIÈRES STOCKÉES NON-DANGEREUSES</b></p> <p>Ce document de type tableur contient un tableau croisant les différentes cellules de stockage et les grandes familles de matières présentes sur site. La typologie de familles de matières retenu par l'exploitant s'appuie sur les rubriques ICPE 1510 (matières combustibles), 1530 (papier/carton), 2662 (polymères) et 2663 (produits composés d'à minima 50 % de polymères).</p> <p>Après analyse, l'Inspection considère que cette typologie est pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>L'Inspection constate néanmoins que si les différentes quantités stockées sont bien discriminées par cellule et localisation dans la cellule (stock, réception, emballage et quais), les cellules indiquées (cellules 1-1, 1-2, 2-1, 2-2, 3-1, 4 et 5) ne correspondent pas avec les cellules mentionnées</p>

par l'exploitant dans ses autres documents (exemple : Plan de Défense Incendie) et lors de la réunion en salle (cellules 1, 2, 3, 4 et 5).

#### ÉTAT DES MATIÈRES STOCKÉES DANGEREUSES

Ce document également de type tableur comporte :

- un tableau détaillant les quantités stockées, relatives à certaines rubriques estimées dangereuses et pouvant être présentes sur site, et/ou à proximité des quais de chargement. L'Inspection constate néanmoins que les différentes familles de mention de dangers ne sont pas indiquées et que les quantités indiquées ne sont pas discriminées par cellule.
- un tableau, spécifique aux rubriques 4320 et 4330, discrimine par cellules les quantités stockées mais l'Inspection constate que les cellules indiquées (MF, MG et MH) ne correspondent pas avec les cellules mentionnées par l'exploitant dans ses autres documents (exemple : Plan de Défense Incendie) et lors de la réunion en salle (cellules 1, 2, 3, 4 et 5). De plus, les quantités indiquées dans ce tableau ne correspondent pas aux quantités indiquées dans le tableau principal.

Au cours du contrôle, l'exploitant a informé l'Inspection ne pas avoir à disposition, dans les mêmes conditions que les états des matières stockées, de plan des zones de stockage utilisé pour réaliser les états des matières stockées.

Concernant les produits de type piles ou batteries, l'exploitant a signalé à l'Inspection ne pas avoir de stockage spécifiques, les batteries présentes sur site étant déjà assemblées.

Au regard de l'absence des quantités de matières stockées discriminées par cellules, de l'absence de familles de mention de danger pour les matières dangereuses et d'un plan des cellules de stockages accessible dans les mêmes conditions que les états des matières stockées, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au cours du contrôle en salle, l'Inspection a informé l'exploitant de l'existence de la circulaire France-Chimie n° T661 relative à l'élaboration d'un état des matières stockées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 2 : État des stocks simplifié

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – point 1.4.I.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des stockages

#### Prescription contrôlée :

« [...] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...] »

#### Constats :

Au cours du contrôle, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'était pas en capacité de présenter de version synthétique de ses états des matières stockées.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>• les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>• les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>• [...] »</li> <li>• la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>• la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>• la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent.</li> </ul> <p>[...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection son Plan de Défense Incendie (PDI), daté du 10 avril 2024.</p> <p>A l'occasion du contrôle en salle, l'Inspection et l'exploitant ont passé en revue ce document au regard de la prescription contrôlée.</p> <p>Au cours de cette vérification, il a été identifié un certain nombre de manquements, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si l'exploitant présente, au chapitre 4 de son PDI, les grandes lignes de son plan de formation « incendie » (fréquence de formation nouveaux arrivants / fréquence exercices incendie...), l'Inspection constate l'absence de justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir avec des extincteurs et/ou RIA, tant en termes de formation, de certification que d'entraînement ;</li> <li>• L'absence de plan lisible permettant de localiser les murs coupe-feu ;</li> <li>• Si des plans des réseaux d'eau sont bien présents en page 49 et 50 du PDI, ceux-ci ont des réductions de plans établis pour de plus grands formats que le format du PDI (A4) et sont</li> </ul>

<p>donc illisibles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si on retrouve page 35 du PDI, un plan des moyens incendie, l'Inspection constate qu'il s'agit d'une réduction d'un plan réalisé pour un format plus grand et que la légende est illisible.</li> <li>• L'Inspection constate l'absence de description des dangers pour chaque local de l'entrepôt et de consignes précises pour l'accès des secours à tous les lieux du site, comme prévu au point 3.5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ;</li> <li>• L'Inspection constate l'absence de plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations et des modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>• En annexe 3 de son PDI, l'exploitant localise les commandes de désenfumage de sa cellule 2. L'Inspection constate néanmoins l'absence d'un plan localisant l'ensemble des commandes de désenfumage prévues au point 5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ;</li> <li>• Si au cours de la visite sur site, l'Inspection a constaté la présence d'un interrupteur général dans le local TGBT situé à proximité de l'accueil de l'entrepôt, donnant accès aux cellules 1 et 2, il a été constaté que cet interrupteur n'est pas localisé dans le PDI ;</li> <li>• L'Inspection a enfin constaté l'absence des mesures identifiées par l'exploitant pour réduire le risque d'incendie à l'occasion d'une période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique comme prévu au point 22 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.</li> </ul> <p>Au regard de ces constats, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p> <p>Les autres points contrôlés n'apportent pas de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection considère qu'en l'état, le Plan de Défense Incendie présenté n'est pas opérationnel et rappelle à l'exploitant que ce document est essentiel en situation d'urgence. Il doit être réalisé dans une perspective d'intervention en situation de crise, et une attention toute particulière doit être apportée à son usage futur, tant en termes d'exhaustivité du contenu, de facilité d'accès aux informations (ex. sommaire avec les numéros de page) et de lisibilité (plans et schémas clairs, légendés et lisibles).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Entretien des abords

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II - point 1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté par échantillonnage et de façon visuelle, le très bon</p>

état de propreté et d'entretien des cellules 1, 2 et 3.

Lors de la visite en extérieur, l'Inspection a parcouru les abords des façades sud (coté accueil), nord (quais) et ouest (voie de circulation pour les services incendie) de l'entrepôt.

Sur l'ensemble des espaces visités, il a été constaté le traitement paysager des abords du site et la propreté et l'entretien :

- des voiries et de leurs abords ;
- des espaces végétalisés ;
- de la zone de gestion des déchets situé au nord-ouest de l'entrepôt ;
- des zones de gestion des eaux pluviales (noue étanche récupérant les eaux de parking VL au sud, bassins de confinement et d'infiltration) ;

Ces éléments sont en partie confirmés par les photos des abords de la façade Est, prises en avril 2023, juin 2019, octobre 2018 et septembre 2017, par une société tiers et accessibles sur internet.

Il a enfin été constaté la présence d'une bande de propreté étanche d'approximativement 2 mètres de large le long de trois des quatre façades de l'entrepôt (la 4<sup>e</sup> étant occupée par les quais de chargement) ainsi que l'absence de sources potentielles d'incendie aux abords immédiats de celui-ci.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite